



Un **ottoman** ou un **panchina** offi
à l'achat d'un Grand Repos
ou d'un Grand Relax jusqu'au
31 janvier 2025.

formeplusconfort.ch

forme+conf

< > Suisse > «L'asile est un droit, pas un choix» >

PUBLICITÉ

L SUISSE

Riposte. «L'asile est un droit, pas un choix»

L'offensive anti-immigration de l'UDC consterne Sophie Guignard, stratège de Solidarité sans frontières.

➦ PARTAGER



Sophie Guignard est secrétaire politique de Solidarité sans frontières. Charly Rappo



ADRIEN SCHNARRENBARGER

1 août 2024 à 16:58, mis à jour à 18:49

C'était mardi à Chevrilles: des pontes de l'UDC Suisse, dont le nouveau président Marcel Dettling, se sont réunis près du centre fédéral de la Gouglera pour avertir les Suisses. A l'approche de la fête nationale, le pays «croule sous les migrants en quête d'asile et les immigrants clandestins».

contenus partenaires

Chargez facilement votre voiture électrique à domicile.

Energie 360° soutient les propriétaires immobiliers et les résidents dans la mise en place d'une infrastructure sur mesure.

En savoir davantage

Une opération si bien ficelée qu'elle fait des envieux jusque dans le camp d'en face, avoue Sophie Guignard, secrétaire politique de Solidarité sans frontières. Car, en plus de ne pas avoir les moyens financiers du premier parti politique du pays, les associations ont été prises au dépourvu par cette offensive médiatique pendant les vacances estivales, où elles tournent à régime réduit.

Vous y allez fort en reprochant à l'UDC de mentir. Sur quels points?

Sophie Guignard: Le conseiller national Nicolas Kolly parle de 50 000 personnes que l'on accueille par année. C'est faux: il y a eu 30 000 demandes d'asile, en plus de 20 000 demandes de protection de la part d'Ukrainiens, qui sont hors du système d'asile.



« Un quota contreviendrait notamment à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés »

Sophie Guignard

La moyenne des dix dernières années tourne autour des 22 000 demandes annuelles, et 2023 a été une année haute, mais en deçà de 2015 par exemple (40 000).

Cela fait quand même l'équivalent de la population de la ville de Fribourg à accueillir en un an!

Non, et c'est une confusion entretenue par l'UDC: il s'agit de demandes, pas de personnes acceptées pour résider de manière permanente en Suisse. La Gouglera est d'ailleurs un centre de renvoi, c'est la dernière étape dans le pays et cela explique aussi pourquoi les gens qui y sont peuvent être traumatisés par l'exil.

Ne devrait-on pas donc accueillir moins de personnes, mais mieux? Et éviter ces très longues procédures et parfois des années d'attente?

Nicolas Kolly avance une forme de contingent de 10 000 personnes que le pays pourrait absorber. Je trouve cette proposition choquante parce qu'elle est contraire au droit: un quota contreviendrait notamment à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. C'est d'autant plus surprenant de la part d'un avocat.

Vous n'avez pas peur qu'en rendant la Suisse plus attrayante, cela crée un appel d'air?

La réalité ne montre pas cela du tout. Il n'y a pas de recherche en migration, que ce soit en géographie, en science politique ou n'importe quelle autre discipline, pour attester cet appel d'air. Il faut arrêter de penser que tout le monde rêve d'aller en Europe. Les personnes ne font pas un benchmark de l'aide sociale et choisissent la Suisse parce qu'elle est plus attrayante.

Pour vous, il n'y a donc pas de migration économique?

Les patrons de multinationales, peut-être, oui. Mais si l'on parle d'asile, les personnes qui arrivent ont besoin de protection. Ce n'est pas un hasard si 80% ou 90% des individus qui demandent protection l'obtiennent grâce à ces arguments: cela veut dire qu'ils sont en danger. Le droit d'asile n'est pas une aide humanitaire: c'est un pilier de l'Etat de droit, ce n'est pas une option.

Vous évoquez un «déchaînement médiatique» de l'UDC. C'est-à-dire?

Cela fait plus de 20 ans que l'extrême droite et la droite ont la mainmise sur le discours de la migration et de l'asile. L'UDC parle de «chaos de l'asile», alors que l'on parle d'une part de la population qui oscille entre 1,5% et 1,6%. Cela pose une question: qui, dans la population, a déjà parlé avec des

requérants d'asile? Ce n'est pas étonnant qu'ils soient «parqués» à Chevrilles: ainsi, les gens les voient le moins possible.



Il n'y a pas que Nicolas Kolly qui le dit: certains problèmes sont attestés par la police et par le Conseil d'Etat.

Oui, le quotidien dans les centres fédéraux n'est pas facile. C'est un fait. La période hivernale a été tendue, avec une augmentation des vols simples. Il y a eu des tensions dans les bus TPF, par exemple.

« La migration est une réalité qui ne disparaîtra pas »

Sophie Guignard

Mais plutôt que de dénoncer, il faut trouver des solutions. Un groupe de travail a été formé, et le bilan fait en juin était satisfaisant. L'UDC picore parmi les problèmes au lieu de chercher le contact avec ces personnes.

L'UDC a voulu apporter ses solutions à Beat Jans, mais celui-ci a fait la sourde oreille.

S'il y a une chose que je partage avec l'UDC, ce sont les critiques vis-à-vis de Beat Jans. Sa procédure des 24 heures est avant tout un effet d'annonce et ne tient pas le choc de la réalité. Et d'une manière générale, c'est problématique d'avoir le chef du Département fédéral de justice et police qui intègre le fait que la migration soit considérée comme un problème. Ce discours a infecté tout le spectre politique.

Pour vous, la migration est une chance?

Au-delà du qualificatif qu'on veut lui apposer, c'est une réalité qui ne disparaîtra pas. N'en déplaise à l'UDC, la liberté de mouvement est

universelle, depuis des siècles. Toutes les tentatives de la réguler n'ont jamais fonctionné. On supprime le droit de demander l'asile dans les ambassades? Les gens en détresse traversent la Méditerranée. Le besoin de survivre et l'envie de dignité sont plus forts que tout. L'être humain a toujours bougé.

Pourtant, le retour aux contrôles aux frontières, notamment durant l'Eurofoot 2024, a fait baisser la migration illégale, selon Nicolas Kolly.

De tels contrôles coûteraient très très cher et seraient totalement inefficaces. Comment va-t-on expliquer à la travailleuse frontalière de l'HFR qui vient tous les jours depuis Pontarlier qu'elle doit attendre une heure à la douane? C'est le problème de l'UDC: au-delà de l'effet marketing, dès qu'il y a enfin du concret, c'est inapplicable. L'initiative pour la «protection des frontières» est encore pire, car totalement contraire au droit. Venant d'un parti où siègent de nombreux avocats sous la Coupole, c'est triste.

POLITIQUE

MARCEL DETTLING

NICOLAS KOLLY

UDC

BEAT JANS

CHEVRILLES

TPF